mercredi 16 mars 1977 No 646

# L'Humanité le conseil Rougea

Ouotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source Au Caire

## NATIONAL PALESTINIEN

Pays basque espagnol terreur policière

voulu se venger...» «Ils n'ont jamais cherché à arrêter qui que ce soit, ils étaient venus pour frapper» «la liste serait trop longue, il est inutile de citer tous les blessés...»

Ce sont les habitants de Zarauz, une ville de 15 000 habitants au Sud de San Sébastian, en plein pays Basque, qui parlent ainsi.

La veille, un garde civil avait été exécuté par l'ETA. C'était dimanche après-midi au moment où, en Espagne, tout le monde est déhors pour assister au concert en plein air. Six voitures de police arrivent, la garde civile descend et commence à tirer dans la foule avec des balles en caoutchouc, des grenades lacrymogènes «ils sont entrés dans les bars en tirant à hauteur d'hommes des balles en caoutchouc.»

Ceci est raconté par un des membres de l'Assemblée du peuple du Zarauz

En Espagne, la démocratie se porte bien, comme dirait Carrillo.

Dans le petit cimetière de Zarauz, à la sortie de la ville quatre tombes sont régulièrement fleuries. Une d'entre elles est celle de Txiki, un des militants de l'ETA fusillé en septembre 1975.

«Sur la tombe des gardes civils vous ne verrez jamais une seule fleur», souffle un habitant de Zarauz.

Municipales

## **UNE ASPIRATION** «Après l'assassinat du po-licier samedi soir, ils ont voulu se venger...» «Ils

## 3 chiffres révélateurs

Les élections organisées par la bourgeoisie ont permis à cette même bourgeoisie de se faire entenre à longueur d'antennes et de pages, d'imposer aux travailleurs une «alternative», bourgeoise, elle aussi; la droite ou la «gauche»

C'est le but des élections dans ce système. Toutefois, de plus en plus de travailleurs refusent de jouer ce jeu. Il en fut ainsi le 13 mars aussi.

Se posait alors à ces ouvriers, à ces petits paysans, ces jeunes, la question : comment montrer qu'on ne veut ni la droite, ni la «gauche»?

30 % D'ABSTENTIONS

Si la bourgeoisie nous a assaillis de chiffres pendant des semaines, elle est sérieusement restée muette sur le pourcentage d'abstentions. On peut toutefois fixer un chiffre de 30 %. Ainsi, malgré un battage énorme de toutes parts, pres d'un Français sur 3 n'a pas voté! Il est difficile de savoir pourquoi ces 30 % d'électeurs sont restés chez eux. Mais il est sûr que beaucoup d'entre eux ont refusé de choisir entre le piège de droite et celui de gauche.

3 à 12 % DES VOIX

C'est là le pourcentage obtenu par la liste dite «Pour le socialisme ; pour le pouvoir aux travailleurs». Qu'exprime ce chiffre ?

Là encore, les causes sont multiples. Mais elles ont un point commun : le refus de la droite bien sûr, mais aussi un certain refus de la «gauche». Mai, ici, il y a un problème ! Ces listes aux paroles prometteuses, grandes déclarations «antiréformistes» et même «antirévisionnistes», se désistent au second tour pour l'Union de la «gauche».

Les trois organisations signataires (la Ligue de Krivine, Lutte ouvrière de Laguillier et l'OCT) sont trois organisations trotskistes qui passent leur temps à crier fort contre le PCF et le PS pour en fin de compte... voter pour eux.

(suite p.3)

**Foyers Sonacotra** 

C'est la semaine dernière un encouragement à renque le Conseil d'État suspendait la décision d'expulsion qui avait frappé, en avril 1976, 7 délégués des résidents des foyers Sonacotra en grève.

C'est une première victoire due à la poursuite de la lutte dans les foyers pour obtenir la satisfaction des revendications et le retour des délégués expulsés. 10 sont encore frappés par la mesure d'expulsion, mais tant qu'un seul restera soumis à cette mesure fasciste, l'action se poursuivra.

Pour cela, la première victoire obtenue constitue

forcer encore la grève et l'unité de la classe ouvrière avec les ouvriers résidents de la Sonacotra.

Les grévistes ont appris par expérience que, seules leur détermination et leur unité, ont permis de gagner quelques batailles, mais le chemin est encore long pour aboutir à une victoire satisfaisante.

Ceux qui ont compté sur le découragement et la crainte pour briser la grève se sont trompés. Ceux qui espérent, aujourd'hui, en finir avec la grève au moyen de quelques concessions en seront pour leurs frais.

Pour les ennemis de la grève, il faut à tout prix dissimuler cette vérité que, seule la lutte paie et qu'il est possible de gagner, y compris contre les expulsions. Au rang de ces ennemis, il faut compter les dirigeants du PCF et de la CGT qui ont eu le culot dans l'Humanité de samedi dernier d'affirmer que la décision de justice a été obtenue grâce à leur intervention!

Ces maitres en lacheté et en hypocrisie, ayant eu vent d'une décision favorable du Conseil d'État, ont déposé une requête 3 jours avant | Ce qui prouve qu'ils sont bien installés dans la haute-magistrature (comme dans tout l'appareil d'État) et qu'ils sont prêts à toutes les manœuvres pour tromper

(suite p.4)

Depuis samedi dernier et pour une semaine s'est ouvert au Caire la réunion du Conseil national palestinien. Le CNP, qui est formé de représentants des cinq organisations de libération et d'autres personnes est l'organe qui élit le Comité exécutif de l'OLP. Le dernier CNP avait élu, en 1974, Yasser Arafat à la tête du Comité exécutif.

Depuis janvier dernier, le CNP a été élargi de 184 à 291 membres afin que soit assurée une meilleure représentativité du peuple palestinien en y incluant des délégués des territoires occupés et des Palestiniens réfugiés dans le golfe arabique.

Lors d'une des premières séances, dimanche matin, Mahmoud Labadie, porteparole officiel de l'OLP, a clairement déclaré qu'il n'était pas question de modifier en quoi que ce soit la charte palestinienne ni le programme en 10 points.

Cette charte, adoptée en 1968, affirme notamment que la création de l'État d'Israël n'a aucune validité, Il semblerait égalment que l'idée, plusieurs fois émise, de la création d'un gouvernement provisoire palestinien n'ait pas été retenue par le CNP.

Lors d'une interview, Yasser Arafat a confirmé le rapprochement entre la Jordanie et les Palestiniiens: «Nous devons dépasser les événements de septembre 70 car les révolutionnaires doivent avancer et surmonter toute difficulté».

Le dirigeant de la Résistance palestinienne a d'autre part précisé qu'il n'était pas contre l'instauration d'une paix juste dans la région, à condition qu'elle ne se fasse pas aux dépens du peuple palestinien. Il a indiqué que les pays arabes devaient œuvrer pour la paix d'une part, et d'autre part se préparer militairement.

En ce qui concerne la conférence de Genève, aucune décision n'a encore été prise. Le rapport politique, présenté par Farouk Kaddoumi précise néanmoins que, d'une part, si les Palestiniens allaient à Genève, ils iraient de manière indépendante et, d'autre part, qu'il n'était pas question que l'on discute à Genève

du sort de la Palestine sans les Palestiniens.

En soutien au CNP, de grandes manifestations se sont déroulées ces derniers jours en Palestine occupée. La grève de la faim des prisonniers, notamment entamée à Achkélon, s'est récemment développée dans tout le pays, comme à Ramallah.

10H : place de la Bastille

MANIFESTATION DE COMMEMORATION **DE LA COMMUNE DE PARIS** 

> 14H : salle de la Mutualité Meeting

II PLAN BARRE, NI PROGRAMME COMMUN!

## Orléans

## Succès du meeting

## anti-impérialiste

Ce meeting s'est tenu le 8 mars au foyer des Chátaigners, sur le campus universitaire d'Orléans.

Le thème était

1) la restauration du capitalisme en URSS et la transformation de ce pays autrefois socialiste en un pays social-impérialiste

2) la situation mondiale actuelle, caractérisée par l'exitence de trois mondes, et la tâche des révolutionnaires dans le tiers monde et dans les premier et second monde.

Environ 80 personnes sont venues assister à ce meeting. Des organisations d'étudiants étrangers avaient été invitées : ASEC (Comores), AGEG (Gabon), UNECA (Centre-Afrique), UNEECI (Côted'Ivoire), UEEF (membre de l'UEEE - Ethiopie) ACF (Canaques), CSP-UGET (Tunisie).

Tous les participants ont pu constater la convergence de vues sur la situation mondiale actuelle et les tâches qui en découlent. Enfin, ils étaient d'accord pour appeler au renforcement de l'unité entre tous les anti-impérialistes.

Un message du comité de parti Pierre Georges (colonel Fabien) de la section d'Orléans du PCMLF fut lu à l'assistance. Il saluait les organisations étrangéres présentes et à travers elles, la lutte de leurs peuples respectifs. Il rappelait les analyses et la position du PCMLF sur la situation mondiale actuelle et affirmait sa confiance inébranlable dans la victoire des peuples du monde sur l'impérialisme et notamment l'hégémonisme des deux superpuissances.

Au total, un meeting couronné de succès.

#### bref... en

Du 7 au 11 mars à l'université de Vincennes, s'est déroulée la semaine du Cinéma albanais. Elle a rassemblé plusieurs centaines de spectateurs qui ont posé après chaque projection de nombreuses questions sur la présence et le rôle du Parti du Travail dans les films albanais, sur l'émancipation des femmes albanaises, sur la nouvelle Constitution socialiste, etc.

#### \*\*\*\*\*\*

Le chômage continue à augmenter comme le montrent les chiffres croissants des inscriptions aux ASSEDIC : 19 000 personnes soit 3,8 % de plus qu'en janvier. Pour apporter des «solutions» à ce problème, la direction de l'ANPE ne manque pas d'idées : elle vient tout simplement de créer un service spécial, la SEFRANE destiné à coordonner et à favoriser l'emploi à l'étranger. La mobilité du travail dont parlent tant «nos» ministres, Barre en tête, va loin décidément : va-t-il falloir s'expatrier pour trouver du

#### \*\*\*\*\*\*

Le «comité de citoyens de Fribourg» a réussi à s'em-Leorrach de 260 pages (sur 500) du «plan de catastrophe» prévu en Allemagne en cas d'accidents à Fessenheim, l'équivalent du plan Orsec-Rad français. On y apprend notamment que la zone contaminée serait enceinte de barbelés infranchissables, que la population devrait se calfeutrer chez soi sans plus boire ni eau fraiche, ni lait, et se nourrir exclusivement de conserves, que les installations de «décontamination» ne pourraient traiter plus de trois personnes à la fois, etc. On comprend pourquoi les autorités tenaient tant à garder ces dispositions secrétes.

#### \*\*\*\*\*\*

Une fois par mois a lieu en Allemagne l'émission «A. Y. affaire non résolue». On demande à la population de participer moyennant récompense aux recherches d'affaires criminelles : c'est un encouragement pur et simple à la délation publique. Eh bien, prochainement, une de ces émissions va porter sur une affaire qui s'est passée en Alsace où une jeune fille a été découverte assassinée et n'a pu encore être identifiée. Et le service régional de police judiciaire de Strasbourg demande aux téléspectateurs alsaciens d'y collaborer activement. Une indication de plus après les tentatives qui avaient eu lieu lors de l'affaire des «Brigades rouges» de Grenoble que le pouvoir cherche à inciter notre peuple à la délation dans le même temps où il développe l'flotage, déjà employé sous Vichy.



le monde en marche

Le colloque de l'UEO sur l'armement

## **AU CENTRE DES CONTRADICTIONS ENTRE** L'EUROPE DE L'OUEST

qui vient de se tenir à Paris était de définir une politique capable de sauvegarder les industries d'armements des pays européens et de préciser les bases d'une coopération avec les États-Unis dans ce domaine.

La présence de Walter La Barge, secrétaire général adjoint de l'OTAN pour la standardisation des armements expliquait la faible participation des représentants de la bourgeoisie francaise, parlementaires, industriels et hauts fonctionnaires.

Deux tendances se sont manifestées, en fait, qui se cristallisaient sur l'attitude à adopter vis-à-vis des USA. Les États-Unis, dans le cadre de la rivalité qui les opposent à l'URSS et dont l'objet principal est l'Europe, cherchent par tous les moyens à renforcer leur main-mise sur les pays européens par le biais de programmes unifiés d'armements pour tous les membres de l'Alliance Atlantique (USA, Canada et Euoccidentale). Leur puissance économique et financière leur accorderait, en fait, la direction et la maîtrise de tels programmes, les pays européens devenant dans ce cas des sous-traitants, pour le compte des USA.

Des voix - françaises en particulier - se sont élevées pour réclamer un renforcement de la coopération européenne «indépendamment des structures offficielles... de l'OTAN ou de l'UEO». donc indépendante des États-Unis. La position de la bourgeoisie française, dont un aspect est «l'indépendance

les» bien souvent proclamées, vise en fait à maintenir les importants profits tirés de telles productions militaires, en particulier grâce aux exportations (3e rang -mondial) ; et lui permet par le biais de son assistance militaire d'exercer un contrôle et des pressions sur de nombreux pays du tiers

bourgeoisie française, d'opposition à la superpuissance US, est donc une position

monde. La position de la

guidée par des intérêts impérialistes. Mais surtout, nous ne

saurions oublier, que produits par les bourgeoisies européennes seules ou sous direction américaine, ces armements ont toujours et resteront utilisés principalement contre les peuples pour réprimer leurs mouvements révolutionnaires. Tant qu'elles resteront entre les mains des impérialistes, ces armes ne serviront que des buts opposés aux intérêts des prolétariats et des peuples, aussi bien dans la guerre impérialiste inévitable que dans les affrontements révolutionnaires pour le renversement de la bourgeoisie.

(\*) UEO : Union de l'Europe occidentale, créée en 48 par le traité de Bruxelles sous le nom de l'Union accidentale, et dont les structures ont été renforcées en 54. Elle est en fait subordonnée à l'OTAN. Elle groupe 7 pays : Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Grande-Bretagne, France, Italie et RFA.

#### Tchéco slovaquie

Le professeur Jan Patocka, porte-parole de «la charte des 77» dénoncant la répression policière en Tchécoslovaquie, vient de mourir à l'âge de 69 ans. Il avait été hospitalisé, il y a une dizaine de jours, au lendemain d'un interrogatoire de la police qui avait duré 11 heures et dont il était sorti épuisé. Il devait être peu après frappé d'une hémorragie cérébrale et demeurait depuis dans le co-

Le 1er mars dernier, il avait rencontré le ministre des Affaires étrangères néerlandais ce qui avait déchainé la grogne de Moscou et de Prague, Les autorités tchécoslovaques avaient alors refusé de recevoir le ministre néerlandais venu pourtant en visite officielle. Les deux autres principaux porte-paroles de la charte sont l'un en prison, l'autre en résidence surveillée par la poli-

## Tunisie

A l'occasion du 21e anniversaire du régime destourien en Tunisie :

LES COMITES D'INFORMATION et de DEFENSE DES VICTIMES de la REPRESSION EN TUNISIE

organisent, samedi 19 mars, à 20 h à la Mutualité :

> 4 HEURES POUR LA TUNISIE et L'AMNISTIE

- Pour l'amnistie générale, immédiate et inconditionnelle pour les prisonniers politiques en Tunisie.

- Pour les libertés démocratiques et l'indépendance en Tunisie.

Avec le soutien du CSP-UGET (Paris), et Amel Tounsi

#### URSS

L'URSS pourrait prendre le contrôle de l'Europe en moins de deux jours, même si elle n'utilise que des forces conventionnelles, a déclaré l'ancien chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air US. La marine soviétique, a-t-il affirmé, peut, avec ses missiles de croisière, détruire 75 % de la flotte de surface des forces de l'OTAN en quelques jours ou même en quelques heures. Il a également estimé que l'URSS a «20 ans d'avance sur les USA pour la mise au point d'une technique capable de neutraliser les missiles balistiques».

Il a enfin souligné que les Soviétiques avaient déjà deux modèles de bombardiers «Backfire» et qu'ils en mettent actuellement au point un troisième dont le rayon l'action serait en périeur. De quoi faire réfléchir les propagandistes occidentaux de la «détente».

#### Chili

La junte de Pinochet vient de faire un nouvel aveu de son impuissance à enrayer les luttes ouvrières et populaires au Chili, en reconduisant pour 6 mois l'état d'urgence dans le pays. Elle précise que la mesure a été prise «parce que persistent les conditions internes avant motivé sa promulgation le 11 septembre 1973». Ce même décret dissout également tous les partis politiques qui avaient été suspendus lors du coup d'état. Mais le peuple chilien, lui, ne peut être dissous.

La junte chilienne vient également d'être condamnation à la commission de défense des droits de l'homme de l'ONU.

#### Zimbabwe

De sources officielles rhodésiennes, plus de 25 000 élèves noirs boycottent les écoles, en solidarité avec les maquisards du Zimbabwe.

Les autorités racistes s'inquiétent de cette situation, qui permet à nombre de jeunes patriotes africains d'aller grossir les rangs de la guerilla. Elles ont fait distribuer des dizaines de milliers de tracts - nouvelle preuve de l'ampleur du boycott des élèves pour menacer les élèves qui ne reprendraient pas les cours cette semaine d'être rayés des établissements scolaires jusqu'à a fin de l'année opération ne rencontre pas plus d'écho que l'action des équipes de propagande gouvernementales chargées de menacer les parents d'élèves.

#### USA

Un document circule actuellement dans les milieux parlementaires américains accusant l'Indonésie d'avoir tué des milliers de personnes à Timor-Est avec l'aide d'équipement militaire américain.

Se référant à des enquêtes réalisées sur place, ce rapport estime que les souffrances subies par le peuple de l'imor-Est constituent un grave cas de violation des droits de l'homme dans le monde.



## Les occupants du Marais convoqués au tribunal La ville de Paris: un promoteur comme les autres

Voilà maintenant trois semaines que cinq familles faisant partie des sept mille mal logés du Marais occupent des logements vides. Ils refusent de faire les frais de la rénovation et d'être déportés dans des banlieues éloignées de leur travail. Bien entendu, des pressions de toutes sortes ne manquent pas pour essayer de les faire renoncer

Ainsi la Régie immobilière de la ville de Paris qui voudrait se donner un visage respectable, voire «social», bien qu'elle soit liée comme beaucoup d'autres promoteurs aux banques de Suez et de Paribas, n'a pas tardé à se livrer à diverses intimidations. Un de ses directeurs, M. Bilhouet, est venu, accompagné de policiers sur l'ilot, et a cherché, en se faisant passer pour le propriétaire, à interdire la pose du gaz et de l'électricité. En partant il a lancé des menaces aux locataires anciens qui sont au nombre d'une trentaine : «On viendra vous déloger de force avec la police»

Quand les familles ont voulu mettre leurs enfants à l'école, l'administration a cherché à les empêcher de facon d'ailleurs tout-à-fait illégale. La mairie a d'abord refusé «sur ordre du préfet» de deixvrer des fiches d'inscription. Elle ne l'a accepté que lorsqu'une nombreuse délégation est allée remettre au maire et à son adjoint une lettre expliquant qu'ils n'avaient pas le droit «juridique» de refuser ces papiers. L'orsqu'une mère s'est rendue dans une école, munie de toutes les pièces nécessaires, pour inscrire ses enfants, la directrice lui a révélé que «la préfecture lui a interdit, comme à tous les directeurs d'école du quartier, d'accueillir ses enfants». De nombreuses démarches ont alors montré que l'intervention du préfet était illégale mais qu les divers échelons hierarchiques de l'Éducation nationale se dérobaient les uns après les autres. Il a fallu une forte délégation à la préfecture pour emporter finalement la déci-

Toutes ces tracasseries et ces entraves ont une explication bien simple : la RIVP rêve de récupérer l'flot où se trouve l'immeuble occupé pour «rénover» et constuire des immeubles qui rapportent gros. C'est pourquoi mardi, la ville de Paris fait comparaître les familles mal logées devant le tribunal des référés (palais de justice de Paris). Le pouvoir s'efforce de mettre en branle au plus vite sa machine judiciaire et répressive car autour des familles qui occupent, le soutien populaire s'élargit rapidement : mille signatures pour la pétition de soutien, collectes, soutien des sections syndicales locales, des associations de parents d'élèves et de locataires.

LES BALLETS DE CHANGHAI DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE du ler au 16 avril 1977 au Theatre des Champs Élysées Tous les soirs à 20 H 30 (sauf le jeudi, le dimanche 3 avril et le lundi 11

avril 1977)

matir ée à 17 H La compagni: des ballets de Changhai a mis en scene de nombiaux spectacles dont «La fille aux cheveux blancs:

PROGRAMME I La fille aux cheveux blancs Les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 12, 13 avril 1977

PROGRAMME 2 Actes choisis du ballet révolutionnaire La fille aux cheveux blancs et musiques folkloriques Les 5, 10, 11, 15 et 16 avril 1977

#### COMMUNIQUE

Pour la manifestation et le meeting organisés par «L'Humanité rouge» samedi 19 mars, au Mur des Fédéres et à la Mutualité, des bandeaux sont disponibles à l'administration des maintenant. Par ailleurs, une crèche sera assurée le même jour, de 9 H 30 à 18 heures.

#### COMMUNIQUE

On peut trouver le quotidien dans toutes les bibliothèques de gares de la banlieue (77,78, 91,92,93,94, 95). Points de vente se trouvant dans les gares (SNCF - RER et Métro) et dans toutes les bibliothèques des gares de Pa-

## nouvelles intérieures

## Municipales

## REVUE DE LA PRESSE

Il est bien évident que tous les journaux de ce début de semaine ont mis les élections municipales en première page. Nous avons relevé quelques points intéressants.

L'AURORE :

«L'Aurore», journal de droite s'il en est, essaie entre autre de présenter les élections municipales comme apolitiques. Alors qu'une mairie est un rouage de l'État capitaliste, l'«Aurore» parle de «jugement des hommes». La lecon principale que tire «l'Aurore» c'est de tirer la sonnette d'alarme «un scrutin législatif ne laisse guère de doutes sur les chances de la gauche».

LE FIGARO

C'est la même crainte qu'exprime l'éditorial du «Figaro» («Coup de semonce») : il dépend de la majorité elle-même que tout soit perdu pour elle-même ou que tout soit sauvé»:

Ce n'est pas là ce que le PCF appelle de l'anti-communisme. C'est la peur de la bourgeoisie de droite de voir le pouvoir pris pas la bourgeaisie de «gauche».

LES ÉCHOS :

Le journal économique «Les Échos» met en avant que Giscard va reprendre une idée du Programme commun : donner plus de pouvoir aux municipalités, il parle de «démocratie à la base». Comme quoi il est des idées «révolutionnaires» qui ne gênent pas beaucoup la bourgeoisie monopoliste.

LE QUOTIDIENDEPARIS :

Chirac.

Il ressort donc que ces

L'HUMANITE blanche :

L'éditorial de ce journal se borne à expliquer que les contradictions en Chirac et Giscard se sont aggravées au détriment du second. «Le quotidien de Paris» parle de double défaite de Giscard : face à la gauche et face à

journaux 'murgeois expriment à de degrés divers leur inquietude devant les divisions de la amajorité» et la montée des forces dites de gauche.

Là, c'est le grand cri de joie. Deux choses retiendront notre attention. Premièrement, l'insistance sur les ministres ou ex-ministres

déchus ou en ballotage Deuxièmement, les grands appels à l'Union de la «gau-

Ce qui révèle, si besoin est, que le rêve du PCF c'est de prendre la place de Giscard. Dans l'éditorial d'Andrieu, on parle beaucoup de ministres, mais pas une seule fois les mots « travailleurs» ou «classe ouvrière» ! Une problématique bourgeoise !

ROUGE :

Nous n'étonnerons pas nos lecteurs en disant que le canard de Krivine commence par se réjouir de la victoire de l'Union de la gauche. Puis le journal conseille à Marchais et Claude Estier (PS) de pousser jusqu'au sommet : le gouvernement. De toute façon, le soutien des trotskistes est assuré au PC et au PS au second tour (on le savait déjà).

LIBERATION:

Il s'agit d'un des seuls journaux à ne pas consacrer gros titre à la victoire de la «gauche» ou à la défaite de Giscard. Le grand titre porte sur les «extra-parlementaires» c'està-dire les écologistes et les trotskistes. Si Libération fait l'erreur de mettre les trotskistes sous le sigle «extrême-gauche», il a toutefois le mérite de mettre (discrêtement) les «écologistes» en garde face aux manœuvres de récupération électo-

#### Municipales

### **Une aspiration** révolutionnaire

#### 3 chiffres révélateurs

(suite de la p.une)

Les travailleurs se trouvent donc à nouveau condamnés à la voie de garage «gauche-droite». Ce n'est pas la solution à leurs aspirations révolutionnaires.

#### L'EXPLOSION **ECOLOGIQUE**

D'une autre manière, les voix qui se sont déplacées vers les candidats écologiques (plus de 10 %) expriment ce même souci d'indépendance par rapport aux propositions de la «majorité» comme de la «gauche».

Mais la même question se pose. Les pressions des Chirac-Marchais-d'Ornano-Mitterrand ont été très fortes sur ces électeurs. Là encore, l'Union de la gauche est particulièrement à l'offensive. Mais il suffit de voir ce que le PC et le PS ont fait des municipalités qu'ils gouvernent pour comprendre que le cadre de vie, les conditions de vie des travailleurs sont le cadet de leurs soucis!

#### UNE SEULE VOIE

De façon générale, les communistes marxistes- léninistes de France considérent que cette volonté de refuser tant le plan Barre que le Programme commun est un fait très positif.

Mais, comme on le voit, pour réaliser cette aspiration il n'est qu'une seule solution : l'abstention ! Ni plan Barre, ni Programme commun!

## Parution du nº 1 de l'Humanité Rouge bimensuel

C'est jeudi 17 mars que paraitra le No 1 du nouvel organe de presse central des communistes marxistes-léninistes de France, l'Humanité rouge bimensuel. Nous en publierons le sommaire dans notre quotidien daté de jeudi.

Ce nouvel outil au service des luttes de la classe ouvrière et des peuples du monde, pour la révolution prolétarienne comprendra 32 pages, sur un petit format ( 1/2 quotidien) et sera vendu au prix de

Il est destiné avant tout à la diffusion de la main à la main, dans les entreprises, les chantiers, les cités, les foyers, partout où vit et se bat le peuple.

Tarif d'abonnement 4 Nos (2 mois): 12 F 12 Nos (6 mois) : 36 F 24 Nos (1 an): 72 F

Vous ne le trouverez donc pas en kiosque, mais uniquement auprès de nos diffuseurs et militants. Pour les lecteurs et amis qui n'auraient pas la possibilité de se le procurer de cette manière nous l'expédierons sur commande contre versement du prix de l'abonnement choisi. Nous demandons à tous nos camarades et amis de ne s'abonner qu'à la condition de ne pouvoir se le procurer auprès de nos diffuseurs, ceci afin de ne pas surcharger notre administration et surtout afin de préserver le caractère d'instrument de contact, d'échange et de liaison du bimensuel.

En avant pour la diffusion de masse du bimensuel.

Abonnement de soutien

20 F 50 F 90 F

### Nouveaux tarifs d'abonnement pour le quotidien

Durée	Abonnements	Abonnements de soutien
1 mois (22Nos)	20 F	30 F
3 mois (66 Nos	60 F	80 F
6 mois (132 Nos)	120 F	150 F

#### Lorient

#### COMMUNIQUÉ

A la veille de l'ouverture à la Cour de Sureté de l'État du procès de militants bretons (arrêtés en octobre 75) dont JC Denis emprisonné depuis 18 mois sans preuve, le Comité anti-répression de Lorient appelle à une Réunion de coordination:

Le MERCREDI 16 MARS 20 heures 30 Cité Allendé à Lorient

L'objectif prévu : créer un rapport de force pour obtenir la libération immédiate de JC Denis, la levée des inculpations et la dissolution de la Cour de Sureté

Le proces des militants bretons se déroulera à partir du 21 mars.



#### **Foyer Sonacotra**

Etampes

## Manifestation des résidents contre les saisies-arrêts sur les salaires

Le foyer d'Étampes est relativement jeune dans la grève (octobre 76), ce qui n'empêche pas la Sonacotra de convoquer les camarades au tribunal le 8 mars. Le résultat de cette nouvelle tentative de briser la grêve a été que les immigrés se sont renforcés dans la

Le 8 mars ils sont descendus dans la rue manifester leur refus de céder aux intimidations de la Sonacotra : «Non aux saisies-arrêts, non aux foyers-prisons», «Retour des expulsés», «Vive le comité de coordination», ont retenti dans les rues d'Étampes. Ils ont distribué des tracts avec le comité de soutien et ce n'est pas la présence du commissariat à côté du tribunal qui les a impressionnés.

Tous sont entrés au tribunal, après avoir entendu une brillante défense de l'avocat de la coordination qu a eu pour effet de différer le jugement. Les camarades immigrés sout repartis tous ensemble en cortège au foyer en scandant : «La grève continue»

Autre résultat : les résidents du foyer ont pu voir aussi sur qui ils pouvaient compter : certainement pas sur les opportunistes du PS et du PSU qui sont venus au début dans le comité de soutien et absents depuis plus d'un mois, absents à la manifestation, ils n'étaient pas côte à côte dans la lutte (ils sont bien trop affairés avec les municipales...). Cette manifestation fut un succès car des travailleurs d'Étampes étaient présents. Il y avait même une délégation CGT de Tréfimétaux-Brétigny qui sont venus apporter un message de soutien très apprécié des résidents.

Voilà encore un foyer où la Sonacotra se casse les

Sonacotra cèdera.

### Perpignan

## Grève illimitée au grand garage Renault

Depuis le vendredi 5 mars, l'ensemble du personpel des Ateliers et magasins du grand garage de Catalogne est en grève illimitée.

Le mouvement de grêve survi à 100 % est déclenché pour obtenir une augmentation des salaires. Les salaires dans ce garage sont les plus pas par rapport aux autres concessionnaires Renault (Béziers, Toulouse).

Les grévistes se sont donnés les moyens pour empêcher le patron d'organiser le travail clandestinement dans d'autres lieux. Ca tombe vraiment mal pour lui qui organisait une semaine d'«affaires en or» sur le marché de la voiture d'oceasion.

A Perpignan, où de nombreuses entreprises sont en grève et où le 11 mars la police est intervenue pour mettre fin à l'occupation de l'entreprise des transports en commun de la ville, la population est appelée à apporter son soutien par les grévistes eux-mêmes.

M. le conseiller général, Costa, soi-disant communiste, est lui aussi venu pour... faire sa campagne électorale ; il a dú faire face à de dures remarques sur sa prétendue

solidarité «d'élu du quartier». On ne l'avait jamais vu dans les grèves précédentes. De même on a été heureux d'apprendre que comme permanent PCF, il touchait 2 400 F par mois. Au garage aucun ouvrier ne touche cela avec 15 ans d'ancienne-

Par contre ses petits copains de la direction CGT ne se sont même pas dérangés : ils ont envoyé un télégramme... sans doute le garage est trop éloigné de leurs bureaux !

A part ça, le moral est bon : des passants, du personnel d'autres entreprises, en particulier d'une clinique de la ville, sont venus spontanément apporter soutien financier

En organisant la solidarité partout, les ouvriers du garage briseront la politique de complicité des patrons avec la direction syndicale CGT qui a permis les échecs de nombreuses grèves, comme aux traminots, aux Poupées Bella, etc., en étouffant à chaque fois la lugitime révolte des travailleurs qui supportent tout le poids de la crise et du plan Barre.

Correspondent HR.

## Le Puy

## LA LUTTE EXEMPLAIRE **DES TANNEURS**

Rebondissement : le ministre du Travail Beullac, a cassé la décision du directeur de la main d'œuvre de la Haute-Loire qui avait refusé les 102 licenciements sous la pression des ouvriers résolus, prets à affronter les bandes armées CRS et gar-

Aujourd'hui, suite à la décision du ministre, les tanneurs s'organisent pour la riposte. Ils demandent une salle à la mairie du Puy pour expliquer aux futurs élus de dimanche leur problème. Refus. Et pour apaiser leur colère, Durafour démontre que «la restructuration envisagée implique nécessairement une compression d'effectifs», donc de chômage !

Mais les ouvriers des TFR transformeront leur colère et imposeront leur volonté à tous ces charlatans du capitalisme.

Correspondant HR.



#### Beulque (Tourcoing)

## Les grévistes durcissent leurs positions

Les 20 grévistes de la SARL Beulque (garage Volks wagen à Tourcoing), en gréve depuis le début février, ont décidé, le 8 mars, devant l'intransigeance du patron, d'occuper le garage principal. Face à un patron qui se réclame du plan Barre, qui fait pression sur certains quotidiens locaux pour qu'ils étouffent l'affaire, qui fait licencier d'autres mécanos (chez Clinic-auto, deux mécanos syndiques CFDT qui refusaient de travailler sur des voitures venant de chez Beulque, qui refusaient de briser la grève de leurs camarades, ont été vidés). face à cela, ils ont résolument choisi la voie de la lut-

A noter que les grévistes ne sont pas soutenus par les organisations de l'«Union de la gauche» (élections obli-

Par ailleurs, des le lende-

main de l'occupation, Beulque faisait assigner en référé. Le président du tribunal de grande instance de Lille ne tardait pas à rendre une ordonnance d'expulsion (c'est ça la justice de classe!).

Aussi, au lieu de réclamer le 13e mois sur deux ans, les grévistes ont décidé de l'exiger sur l'année (moitié en prime, moitié en décembre).

Par ailleurs, l'occupation et les menaces d'expulsions les empêchent désormais de collecter eux-mêmes aux portes des entreprises (comme ils le faisaient jusqu'à présent). C'est pourquoi ils ont fait appel à la solidarité par l'intermédiaire de l'UL-

Camarades, faites parvenir messages de soutien, dons et fruits de collectes à UL-CFDT

rue de Tommai - Tourcoing CCP 353 91 Lille

Correspondant HR

## Congrès académique SGEN-CFDT (Montpellier)

## UNE ÉTAPE **IMPORTANTE**

6 mars, aura en effet permis de clarifier bien des points et surtout de renforcer le courant de lutte classe contre classe.

#### **IMPORTANTS** AMENDEM ENTS SUR LA RESOLUTION GENERALE **DU CONGRES NATIONAL**

Sur les objectifs

Le texte du bureau national les place clairement dans la perspective de l'arrivée de la «gauche» au pouvoir : «//s ne peuvent être atteints qu'à deux conditions indissociables : la maîtrise du pouvoir politique par les forces socialistes et la mobilisation des masses».

Un amendement mettant nettement l'accent sur la lutte anticapitaliste et le pouvoir des travailleurs euxmêmes et non plus des «forces socialistes» a été largement approuvé à la place du texte original.

Sur la démocratie syn-

Le texte national met en garde contre comités de grève et assemblées générales, dans lesquels, dit-il, use manifestent des intérêts parfois contradictoires ou éphémères, qui ne peuvent être confondus avec la politique d'une section syndicale... Le pouvoir de négociation est de sa compétence.» Cette position a été critiquée et le congrès a notamment demandé le remplacement de la dernière phrase par : «le pouvoir de négociation incombe à l'ensemble des travailleurs concernés.»

Sur la pratique syndicale de classe et de masse :

Selon le texte national, «les sections de base ont pouvoir à leur niveau pour déterminer les revendications immédiates et les négocier». Le congrès a considéré que les sections devaient aussi «mobiliser les travailleurs et engager la lutte !»

#### LA DÉMOCRATIE DANS LA CFDT

La question a été soulevée par une section de Nîmes et le secteur «Narbonne-Caursan-Sigean-Lezignan» (Aude) et a déclenché une attaque générale contre la direction confédérale, UD

Ce congrès, réuni les 5 et 33, UL 8e et 9e de Paris, exclusion de militants révolutionnaires et de travailleurs combatifs, tout y est passé, et les beaux discours de Jacques Geogres du BN du SGEN n'y ont rien fait.

Trois motions ont été votées, dénonçant les manœuvres des dirigeants confédéraux pour mettre au pas la CFDT et exigeant le respect de la démocratie dans le syndicat!

#### SUR LES TEXTES DE GRENOBLE

Si la résolution générale (amendée) a été votée à une large majorité, le rapport d'orientation par contre ne l'a été que par 36 voix d'écart (sur 340 mandats exprimés).

Enfin de nombreuses motions ont donné lieu à un riche débat, notamment sur les grèves de 24 heures, la lutte contre la hiérarchie et l'inspection et un large courant s'est manifesté contre une ligne de collaboration de classe.

#### CONCLUSION

Le congrès a lui-même relevé qu'il n'avait pas débattu des moyens d'action. ce qui aurait pu se faire lors des assemblées générales par secteur (1er degré, 2e degré, agents, etc.). Mais celles-ci n'ont duré qu'une heure et

La participation au congrès a été relativement faible et la catégorie des agents n'a guère eu l'occasion de s'exprimer : ses problèmes n'ont été «survolés» qu'en fin de congrès, la plupart des agents étant déjà partis !

Malgré ces aspects négatifs (importants), ce congrès aura permis dans l'ensemble d'éveiller la conscience de nombreux militants de base sur les problèmes actuels de la CFDT et en fin de compte d'accentuer de manière sensible l'opposition à la lique de collaboration de classe prônée par les dirigeants confédéraux et le BN du SGEN

Il reste certes beaucoup à faire pour que le SGEN-CFDT soit un syndicat «de classe et de masse» mais ce congrès aura été une étape importante dans ce sens.

Les enseignants marxistesléninistes de l'académie de Montpellier.

## Foyers Sonacotra

## LUTTER POUR GAGNER

(suite de la p.une) Lundi, nos camarades ne sont pas arrivés comme prévu, mais ce n'est que partie remise et les centaines de travailleurs immigrés et fran-

cais présents à Orly sont le témoignage vivant d'une combativité intacte, derrière le Comité de coordination dont voici le dernier communiqué :

## Communiqué

## du comité de coordination des foyers Sonacotra

«victoire des résidents des foyers Sonacotra !

7 délégués vont rentrer en France, Malgré le retard de 24 h sur l'arrivée prévue, nous sayons maintenant qu'il n'y a plus d'obstacles à leur retour en France. Le ministére de l'Intérieur ayant déjà reçu la notification de la décision du Conseil d'État, nous a assurés qu'il ne ferait plus de difficultés pour leur retour en France.

Aujourd'hui, lundi 14 mars, à Orly-Sud, plusieurs centaines de travailleurs français et immigrés, à l'appel du Comité de coordination des foyers Sonacotra, ont demontré leur détermination de continuer la lutte et d'exiger le retour de tous les camarades. Le Comité de coordination invite toute la presse et l'ensemble des travailleurs français et immigrés à participer, demain mardi 15 mars à 14 h 30, à l'accueil des 7 délégués des foyers Sonacotra. Vive la lutte des résidents des foyers Sonacotra !».

Directrice de publication : Suzanne Marty

Commission paritaire No 57952

Distribution NMPP

IMP : La Nouvelle

Dépôt légal : 1er trimestre 1977